



Atelier autogestion

I.	pourquoi parler d'autogestion ? Serge Depaquit	2
II.	parcours en autogestion : Pierre Thomé.....	3
III.	l'autogestion de LIP à Sarcelles. Claude Neuschwander.....	5
IV.	l'autogestion dans les pays de l'Est : Vladimir Claude Fišera.....	7
V.	l'autogestion et la commune. Jacques Salvator	8
VI.	De l'autogestion à la participation citoyenne : Bénédicte Goussault	9
VII.	émancipons-nous ... Patrick Viveret	11

I. POURQUOI PARLER D'AUTOGESTION ? SERGE DEPAQUIT

En mai 68, le PSU ne parlait pas du tout d'autogestion, mais de pouvoir ouvrier, étudiant, paysan. Cependant dans le premier numéro de PSU-Documentation sorti en novembre 1968, intitulé "Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion", le PSU a commencé à s'emparer d'une notion qui va mettre quatre années à s'imposer. En fait c'est seulement au congrès de Toulouse de décembre 1972 que le "socialisme autogestionnaire" deviendra l'axe politique du parti. Le PSU sera par la suite le principal porteur avec la CFDT du thème de l'autogestion jusqu'à ce que cette dernière l'abandonne du fait de son "recentrage".

Il est incontestable que l'autogestion fut une source de vitalité politique. Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui alors que le mot n'est plus guère utilisé dans l'espace public ?

Notre intérêt à l'occasion de ce cinquantième anniversaire de la création du PSU n'est pas d'écrire l'histoire mais de chercher à comprendre en quoi la démarche fut spécifique et en quoi elle peut aujourd'hui contribuer à la reformulation de l'enjeu démocratique.

L'histoire ne saurait être absente de la réflexion que nous souhaitons initier ne serait-ce qu'afin d'engager une appropriation collective des termes du débat. Qu'entend-on par autogestion compte tenu de la diversité des interprétations qui en ont été proposées? Quel fut à cet égard le rôle des expériences étrangères (Yougoslavie dès 1950) dans la formulation du concept ? La perspective du socialisme autogestionnaire propre au PSU a-t-elle à cet égard constitué un enrichissement essentiel ? Comment enfin comprendre le reflux de l'identité autogestionnaire durant les années 1970 alors qu'elle avait rencontré un très large écho au sein de la gauche politique et syndicale ?

Ces éclairages historiques devraient surtout nous conduire à une interrogation quant à la signification actuelle de la démarche autogestionnaire. Des microprojets et du quotidien à une conception généralisée de l'émancipation, quelle stimulation innovatrice attendre de celle-ci ?

Le rapport autonomie individuelle /projet collectif est, dès l'origine, au centre de la réflexion autogestionnaire et en constitue même le fondement. Ne sommes-nous pas là confrontés à l'une des interrogations majeures du monde d'aujourd'hui ? Sans doute convient-il de repenser la démarche autogestionnaire à la lumière d'une reformulation de l'enjeu démocratique dans le contexte de sa crise actuelle. De quels pouvoirs le citoyen et le travailleur disposent-ils aujourd'hui pour intervenir sur ce qui se décide et concerne leur avenir comme celui de leurs enfants ?

Je propose que l'on fonctionne en deux temps :

Première séquence : "réalités de l'autogestion"

- **Pierre Thomé** parlera d'une enquête collective en cours sur l'autogestion hier et aujourd'hui
- Charles Piaget ne pouvant être présent, j'ai demandé à **Claude Neuschwander** d'évoquer LIP de la place de directeur qu'il a occupé
- **Vladimir Claude Fišera**, historien, parlera de l'autogestion dans les pays de l'Est

Deuxième séquence : du passé à aujourd'hui : quel sens ont, aujourd'hui, les valeurs du socialisme autogestionnaire ? Comment peut-on les repenser dans des pratiques locales ?

- **Jacques Salvator**, maire d'Aubervilliers et **Bénédicte Goussault**, Alternative citoyenne Vanves 92, évoqueront leurs pratiques
- **Patrick Viveret**, philosophe, conclura avec la notion de qualité démocratique

II. PARCOURS EN AUTOGESTION. PIERRE THOMÉ

Si la démocratie (le pouvoir par le peuple) existait vraiment, je crois que l'on pourrait se passer de parler d'autogestion ! Voilà une façon un peu provocante de commencer un atelier sur l'autogestion, concept que l'on ne peut dissocier de celui de démocratie.

C'est par internet que des militants anciens du PSU se sont retrouvés et se sont demandés pourquoi ce mot autogestion avait pratiquement disparu du langage politique, pourquoi ce beau projet du socialisme autogestionnaire n'a pu déboucher ? On a procédé par enquête auprès de personnes connues pour leur engagement militant et (ou) professionnel afin de reconstituer leur itinéraire. On a ainsi créé deux corpus issus de deux générations :

- une quarantaine de militants ayant connu la période faste de l'autogestion des années 70. On leur a demandé comment ils étaient arrivés à s'intéresser à l'autogestion et comment ils l'avaient vécue dans leur vie quotidienne comme ouvriers, cadres moyens, militants de quartier, syndicalistes, élus, ministres ..., la plupart ont été adhérents du PSU à un moment ou à un autre. C'est le "corpus des anciens"
- 20 personnes plus jeunes, n'ayant pas vécu directement mai 68 ; un petit nombre furent adhérents du PSU dans les années 80 ; la plupart professionnellement engagées dans le secteur de l'économie sociale et solidaire ; quelques unes élues municipales. C'est le "corpus des jeunes"

Puis on a rapproché ces deux populations aux parcours très différents pour constater qu'elles s'appuient sur les mêmes référentiels de liberté, d'autonomie, de solidarité... avec toujours en tête l'idée de réaliser quelque chose pas nécessairement de "grandiose", mais qui ait du sens et de la valeur, valeur marchande pourquoi pas mais pas à n'importe quel prix, et surtout valeur humaine reconnue.

Brièvement voici quelques éléments-clé de leur profil :

a) Corpus "anciens"

La formation acquise dans les mouvements de jeunesse (chrétiens la plupart de temps dont le scoutisme), dans le syndicalisme étudiant et ouvrier, est le plus souvent une base solide où s'est ancré l'engagement militant.

Si la guerre d'Algérie est le grand évènement fondateur du PSU, il l'est aussi, et ce n'est pas un hasard, pour bon nombre de ces militants. Présents en effet dans cette guerre, comme militaires appelés, ou (et) comme militants dans les réseaux de soutien au FLN, ils ont vite compris l'absurdité d'une guerre qui n'osait pas dire son nom alors qu'elle s'en prenait à un peuple demandant simplement la reconnaissance de son désir d'autonomie. Cette situation, et les constats de torture et du mépris à l'égard de la population algérienne..., ont amené très vite ces jeunes, chrétiens, communistes, n'appartenant pas nécessairement à une organisation, à s'engager dans la lutte anticoloniale, anti-impérialiste et pour l'autodétermination du peuple algérien. Et, quasi naturellement, ils se sont retrouvés ensuite pour la plupart au PSU pour longtemps ou quelques mois !

Puis vient la "société festive" de mai 68 ; certains, ouvriers et paysans surtout, n'en comprennent pas toujours le désordre et le leadership des étudiants dans ce mouvement n'est pas sans provoquer quelques interrogations. Le manque d'un débouché institutionnel laisse aussi un

arrière gout d'inachevé. Il n'en demeure pas moins que des traces autogestionnaires apparaissent clairement dans la manière de conduire des luttes et entrouvrent des portes sur des stratégies nouvelles de conquête du pouvoir et sur la façon de l'exercer. LIP, le LARZAC s'inscrivent dans ces traces et ces deux conflits, parmi d'autres moins médiatisés, deviennent de véritables emblèmes pour les autogestionnaires. Rares sont ceux qui "n'ont pas fait" LIP et le LARZAC avec l'espoir que ces luttes se généralisent et débouchent sur une société socialiste autogestionnaire quelque peu mythique.

LIP, les Tanneries d'Annonay, autre lutte des années 70 que nous évoquerons, ont posé la question du capital, de la direction et de la décision dans des entreprises importantes où travaillaient alors jusqu'à 1000 personnes. "On voulait un patron compétent" clament nombre de leurs leaders ; le slogan de LIP "on fabrique, on vend, on se paye" avait une valeur hautement symbolique mais qui, aux yeux des LIP, ne pouvait raisonnablement perdurer au-delà du conflit.

Le LARZAC, à la victoire plus affirmée, pose avec force la question de la gestion du foncier et de la propriété, problématique fondamentale pour des autogestionnaires, mais dont la complexité rend très difficile des réponses politiques claires. Bernard Lambert a fait du Larzac "le laboratoire du foncier", avec raison mais sa mort accidentelle l'empêchera d'en voir le résultat positif avec la création officielle en 1985 du premier office foncier en France, "la Société civile des terres du Larzac" au fonctionnement fortement inspiré par l'autogestion.

Il faudrait aussi parler : luttes des femmes, luttes pour l'environnement, luttes pour l'amélioration du cadre de vie, des systèmes d'éducation ... Tout cela sera évoqué dans le livre.

Mai 1981, avec la belle victoire de la gauche tant désirée, est un tournant important pour ces "anciens" : certains s'adaptent tout à fait à la situation en entrant avec fougue et enthousiasme dans le système pour s'exercer au pouvoir d'État, d'autres au contraire vont de déception en déception et parlent même parfois de trahison.

b) Corpus "jeunes"

Les plus jeunes n'ont, à l'évidence, pas le même référentiel d'événements, ils le connaissent le plus souvent au travers la parole de leurs parents et de leurs études, mais n'en font pas pour autant des icônes. Le mot autogestion évoque rarement quelque chose de précis ; le PSU, quand il est connu, c'est d'abord Michel Rocard.

Leur engagement militant est surtout ponctuel au gré des projets de réformes de l'Éducation Nationale et des luttes contre le racisme ; on retrouve aussi le scoutisme dans la construction de leur identité. Rares sont ceux qui se projettent politiquement sur du long terme et dans ce cas c'est l'écologie qui l'emporte (Verts ou Europe écologie).

En fait, c'est dans leur vie professionnelle qu'ils cherchent les points d'appui pour agir et vivre autrement. Leur méfiance à l'égard des discours politiques leur fait dire que c'est en agissant concrètement dans la vie quotidienne que l'on peut faire avancer les choses. Ils deviennent alors, pour certains, entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire et démontrent que l'on peut vivre et travailler autrement, en créant des emplois, en participant au développement local et en cherchant des fonctionnements peu hiérarchisés.

Pour les observateurs que nous sommes, le "souffle" autogestionnaire est très présent dans ces pratiques. Peut-on pour autant en faire un projet politique, passer du micro au macro ?

Pour conclure, je pense qu'il n'y a pas de possible "société sainte", l'expression est de Patrick Viveret, on ne peut que la rêver, donc, contrairement à ce qu'affirment Marx et Engels, l'histoire des luttes n'aura pas de fin. On peut donc penser que "l'esprit autogestionnaire", expression souvent entendue, comme levier du mouvement social, a encore de beaux jours devant lui.

III. L'AUTOGESTION DE LIP À SARCELLES. CLAUDE NEUSCHWANDER

Je ne remplace pas Charles Piaget. Mon rapport à LIP a été celui d'un patron et je n'ai pas vécu directement la période la plus conflictuelle. Certes, avant de prendre la direction de l'entreprise, j'étais au PSU et à la CFDT, donc engagé dans le soutien à cette lutte, mais je ne peux pour autant parler à la place de C. Piaget, nous n'en avons pas les mêmes représentations, ce qui n'empêche pas beaucoup de respect réciproque et nous nous retrouvons avec plaisir lors de la présentation de l'excellent film de Christian Rouaud "Les LIP, l'imagination au pouvoir" sorti en 2007.

Quand un groupe d'ouvriers dit "*nous voulons sauver notre entreprise pour garder nos emplois*", et bien tout doit être fait pour que cet outil de travail soit défendu. Ce fut le sens du choix que j'ai fait quand j'ai accepté d'en prendre la direction. J'ai été un patron, je pense normal, avec en face de lui des ouvriers capables de s'auto-organiser et des syndicats aptes à négocier et qui m'en ont fait voir de toutes les couleurs ! Aujourd'hui je pense que l'on a perdu de cet allant et que pour les entreprises en difficulté les syndicats sont trop polarisés sur la négociation du montant des indemnités de départ au détriment de la lutte pour la sauvegarde des emplois.

Mais revenons à LIP. Pour en parler il faut d'abord se rappeler que nous sommes en Franche-Comté, avec des militants qui ont baigné dans une culture catholique ouvrière acquise par la formation assurée par la JOC¹ et l'ACO². Ils ont ainsi appris à travailler et à réfléchir ensemble, à s'organiser collectivement. La formation des militants CFDT de LIP était quelque chose d'exceptionnel qui leur a permis d'avoir une intelligence collective extraordinaire. L'histoire de LIP, c'est d'abord cela.

Les LIP n'ont jamais voulu déboucher, au-delà de la lutte, sur un fonctionnement autogestionnaire de l'entreprise et je pense qu'ils avaient raison, parce que LIP c'était une entreprise compliquée à gérer. Il faut répéter, et cela est souligné avec force dans le film de Christian Rouaud, que la décision d'arrêter LIP a été prise par le gouvernement de l'époque en collusion avec les principaux actionnaires de LIP, notamment Antoine Riboud. Il fallait arrêter LIP parce qu'en 1975, avec la crise pétrolière, les risques de fermetures d'entreprises devenant importants, LIP aurait pu devenir contagieux en donnant le mauvais exemple !

LIP a inspiré beaucoup de luttes, ce qui devrait nous conduire à plus réfléchir sur le fonctionnement des entreprises avec la question-clé de la prise de décision. Je pense que la préparation des décisions importantes doit se discuter largement afin d'en examiner le pourquoi et toutes les conséquences internes (organisation technique du travail, formation, rémunérations ...) et externes (clientèle, actionnaires, banques ...). Mais une fois cela fait, la décision même ne peut relever que de la direction et du Conseil d'administration, c'est du domaine de leur compétence : on ne peut être très nombreux à tenir tous les fils. Je ne suis pas certain que tout le monde puisse

¹ Jeunesse ouvrière chrétienne

² Action catholique ouvrière

arriver à cette maîtrise ; elle pourrait s'acquérir me direz-vous, mais en combien de temps et avec quelle efficacité ?

Le secteur de l'économie sociale est sans doute plus favorable à l'expérimentation de nouvelles pratiques de gestion, à condition toutefois de ne pas vouloir faire comme les autres, comme c'est le cas actuellement pour certaines mutuelles ou coopératives ! L'économie sociale doit manifester sa différence si elle veut garder son caractère symbolique d'une autre économie possible.

Malgré mes réserves concernant LIP, je reste profondément attaché à l'autogestion et je pense que c'est à Sarcelles, où j'ai habité, que je m'en suis le plus rapproché. À mon avis c'est le cadre de vie qui se prête le mieux à des pratiques autogestionnaires parce qu'on n'est pas constamment dans le domaine de la décision stratégique économique comme c'est le cas dans une entreprise. En quelques mots Sarcelles c'était 50 000 habitants avec beaucoup d'associations et un gros conflit à propos du prix des loyers. Grâce à François Bloch-Lainé, alors directeur de la Caisse des dépôts et consignations, on est arrivé à monter une structure démocratique de gestion, élue par les habitants, à même de discuter des loyers et de s'occuper de l'animation de la cité avec des fonds propres. J'ai assuré la présidence de cette structure pendant plusieurs années et j'en garde le souvenir d'une autogestion vraiment pratiquée.

Serge Depaquit : Roland VITTOT est présent dans la salle, il a été délégué CFDT à LIP et l'un des principaux leaders de la lutte. Tu veux peut-être ajouter quelques mots à ce qu'à dit Claude Neuschwander ?

Roland Vittot : le film de Rouaud ne traite pas d'un aspect essentiel pour comprendre LIP. Il ne parle pas en effet de l'avant 1973, ce qui est pour moi un oubli impardonnable. LIP n'aurait pas eu lieu sans les quinze années qui ont précédé la grande lutte. Durant ces années, il y a eu beaucoup de formation. Lentement on est arrivé à casser certaines habitudes syndicales trop centrées sur la vente de produits alimentaires ou l'organisation de fêtes et peu à peu on est parvenu à intéresser les salariés à la formation économique indispensable à la compréhension du fonctionnement de l'entreprise : qu'est-ce qu'un bilan, comment le lire, un compte d'exploitation, etc. On travaillait beaucoup en commissions. En mai 68, toute cette formation a pris sens et c'est là que les assemblées générales du personnel ont commencé, c'est là que le fameux panneau d'affichage dans le hall d'entrée est apparu. Cet immense panneau est devenu au fil du temps le lieu le plus fréquenté de l'entreprise, on y trouvait des informations brèves et claires et les gens se mettaient à discuter là. C'était vraiment de la démocratie... On a parlé de tout cela avec Christian Rouaud mais il n'a rien voulu savoir... Dans le film il fait la part belle à Jean Raguénès, arrivé à LIP seulement en 1971 et à Claude Neuschwander qui lui vient en 1975, c'est tout dire !

Je crois aussi que Claude Neuschwander n'a pas perçu l'hostilité du patronat bisontin, ni les enjeux politiques qu'il y avait autour de LIP. Ses "amis" l'ont trompé et nous avec ! Alors qu'il aurait fallu jouer très serré, quelques mois après son arrivée à Besançon, alors que l'entreprise avait déjà des difficultés de trésorerie, il est parti sur l'île de Noirmoutier en juillet pour écrire un livre³ avec Bernard Guetta. On n'a pas trop compris à la base cette précipitation à vouloir faire le "beau" : c'était trop tôt, et en tout cas il y avait mieux à faire.

3 "Patron mais ...", 1975, éd. du Seuil

IV. L'AUTOGESTION DANS LES PAYS DE L'EST. VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

Évoquer les pays du bloc soviétique, avec parti unique, couvre une longue période allant de 1917 à 1991, pendant laquelle beaucoup d'événements concernant l'autogestion se sont déroulés en Yougoslavie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie...

Le mouvement coopératif français, qui va donner naissance à l'autogestion, a été très à l'écoute durant cette période de ce qui se passait dans ces pays, s'intéressant à la fois aux pratiques et aux théories qui en découlaient. Henri Desroche, par exemple, crée en 1958 le Collège coopératif qui assure la formation des responsables des SCOP ; il participe également à la création de la revue "Autogestion" en 1965, qui deviendra "Autogestion et socialisme" en 1968. De nombreux articles, souvent très critiques, y évoquent les expériences des pays de l'Est.

Les SCOP, rassemblées au sein d'une Fédération, acquièrent peu à peu une assise théorique qui inspirera beaucoup le mouvement autogestionnaire. Prenons par exemple le rôle des syndicats dans les SCOP. Il est constaté, dans les entreprises yougoslaves en autogestion, que les délégués permanents du syndicat unique reçoivent les informations financières bien avant les élus des comités de gestion qui, eux, disposent de fort peu de temps pour parcourir des documents souvent d'une taille imposante, méthode voulue par le pouvoir mais absolument non démocratique. Ce qui amène les SCOP à écrire en 1968 dans leur revue "Communauté et autogestion" qu'il est absolument nécessaire de maintenir des syndicats indépendants et complètement autonomes des comités de gestion même si ceux-ci sont très autogestionnaires, car il y a toujours besoin de contre-pouvoirs.

Généralement, et c'est le cas pour les pays de l'Est, les moments créatifs apparaissent dans les situations d'affaiblissement de l'État, avec un sentiment de vacance du pouvoir et comme l'homme a horreur du vide, alors il s'accroche à son outil de travail pour le sauvegarder ne serait-ce que pour pouvoir manger. Il se découvre alors des capacités créatives de gestionnaire. En Tchécoslovaquie, par exemple, il y eut un extraordinaire mouvement social dans les années 1945-1948 avant que le stalinisme n'écrase complètement le pays. Cela a concerné les biens vacants, leurs patrons ayant déserté le pays, les ouvriers ont alors créé des conseils. Ils allaient ainsi à l'encontre du parti communiste et de la social-démocratie qui ne savaient parler que de planification et non de contrôle. On retrouvera cette notion de "biens vacants" en Algérie en 1962.

La Tchécoslovaquie était le pays le plus développé du bloc de l'Est. En 1963, une réforme économique laissait plus d'autonomie aux chefs d'entreprise ; l'économie était alors dynamisée par le marché des biens de consommation et l'ouverture sur le marché mondial. Lorsque le Printemps arrive à Prague en 1968, le monde ouvrier est en situation d'être créatif et des conseils ouvriers, ou conseils d'entreprise, commencent à voir le jour. Au début de l'année 69, un projet de loi sur l'entreprise socialiste est mis en discussion, mais cette loi ne verra pas le jour, c'était trop demander au Parti communiste soviétique qui se charge alors de remettre de l'ordre, du moins tel qu'il le conçoit, dans ce pays qu'il occupe désormais militairement.

Quels enseignements peut-on tirer de ces événements ?

- les vertus très limitées de la planification autoritaire étatique, ce que Yvan Craipeau a bien analysé dans son livre, auquel j'ai participé, "Ces pays que l'on dit socialistes" paru en 1982 et où il souligne que la seule vertu pour tout pays, c'est le décollage économique
- la question de la compétence : entre avril 1968 et janvier 1969 en Tchécoslovaquie, les ouvriers pouvaient enfin voter à bulletin secret pour élire les membres des comités de

gestion. Les 2/3 d'entre eux n'étaient pas "qualifiés", et ce sont le plus souvent les cadres qui sont élus, ainsi une majorité non qualifiée votait pour une minorité qualifiée !

- la question du pluralisme : on ne peut penser autogestion sans penser démocratie, donc pluralisme politique et syndical. En Tchécoslovaquie, il y avait l'idée de planification mais aussi l'idée de marché, donc de concurrence. Il y avait l'idée de contre-pouvoir donc de syndicats libres. Il y a eu aussi l'idée d'une Chambre de l'autogestion différente de la Chambre des députés, etc.

Un mot pour finir : l'importance de l'autonomie du mouvement social (des comités de grève aux syndicats) comme je l'ai montré dans le chapitre que j'ai rédigé dans le livre collectif "Autogestion hier, aujourd'hui, demain"⁴.

Serge Depaquit : de la première partie de cet atelier je retiens une question qui me paraît centrale, celle du pouvoir et de la décision. Une décision, que ce soit dans l'entreprise ou dans la ville, c'est d'abord un processus qui fait appel à toute une série de compétences. Comment intégrer cette notion en démocratie, comment cela peut-il fonctionner ?

V. L'AUTOGESTION ET LA COMMUNE. JACQUES SALVATOR

Depuis 2008 je suis maire d'Aubervilliers, commune populaire de 80 000 habitants en Seine-Saint-Denis. J'avais été adjoint auparavant et je suis né dans cette ville, je la connais donc bien. Depuis 1944, elle était menée par le parti communiste, Charles Tillon et Jacques Ralite en ont été les maires les plus connus.

Pour moi l'autogestion reste d'une actualité totale. Certes le concept n'est plus tellement utilisé mais les motivations et les postures qui en découlent restent un référentiel pour l'élu que je suis et pour mon équipe municipale.

Il y a quelques années, au PSU par exemple, on parlait de "décoloniser la province" et on voit bien aujourd'hui toute l'évolution institutionnelle qui s'est opérée en vingt ans. Les lois sur la décentralisation ont renforcé le pouvoir des collectivités territoriales, ainsi les Conseils régionaux ont pris de l'ampleur. Il s'en est suivi un développement accru de la démocratie locale et la loi Vaillant de 2002 sur la participation n'a fait que prendre en compte une réalité bien vivante. On ne peut plus penser, aujourd'hui, diriger une ville sans une démocratie locale forte, une démocratie de proximité avec différents conseils et des équipes d'animation cooptées par les habitants.

Quand je suis devenu maire, la première décision que j'ai prise à propos de la démocratie locale, a été que les présidents des conseils de quartier, qui existent depuis fort longtemps, soient élus parmi les habitants du quartier au suffrage universel, alors que jusqu'à présent c'était un élu municipal désigné qui exerçait cette fonction. Ces élections ont eu lieu une première fois avec succès en 2009. On me dit parfois que cette démocratie locale c'est un gadget, je ne le pense pas car je constate qu'elle s'inscrit dans les réalités de la ville avec beaucoup de dynamisme de la part d'un grand nombre d'habitants. Mais c'est encore un peu tôt pour en tirer un vrai bilan.

Cette démocratie de proximité est selon moi d'inspiration autogestionnaire. On l'associe avec ce que l'on a nommé la "labellisation citoyenne", c'est-à-dire de faire en sorte que tout projet

⁴ Collectif, 2010, édition Syllepse, Paris

présenté en Conseil municipal ait reçu le label des conseils de quartier ; ce qui nécessite du temps pour le présenter, le discuter. C'est un acte de confiance à l'égard de capacités citoyennes des habitants à pouvoir dire ce qu'ils pensent et l'on a quelques fois quelques surprises, en voici un exemple.

Dans cette commune la démographie est galopante et l'on doit toujours être à la recherche de solutions rapides pour installer des classes supplémentaires provisoires en attendant des constructions plus durables. Il s'agit alors de négocier telle ou telle solution avec l'équipe éducative et les parents d'élèves. Or, J'ai constaté que, si la décision est prise en mairie par les seuls élus et fonctionnaires, à presque tous les coups rien ne va jamais. Inversement si l'on consulte vraiment avant toute décision, y compris avec une phase de négociation, on peut arriver à des compromis intéressants, voire à des propositions de solutions que, nous élus, on aurait jamais osé présenter parce que moins favorables ! On a ainsi pu faire des économies budgétaires de l'ordre de 750 000 €. C'est selon moi un exemple d'intelligence collective remarquable où la confiance réciproque élus / citoyens peut déboucher sur des décisions que l'on n'avait pas prévues. J'en ai déduit que désormais il n'y aura plus de décisions de cette nature prises tant que la concertation préalable et la négociation n'auront pas été menées jusqu'au bout.

On a aussi créé un observatoire des engagements⁵, pour une évaluation démocratique de la réalisation du projet municipal. Le programme électoral de 2008 est suffisamment précis pour permettre d'avoir une mesure pertinente de ce qui a été fait. On débute juste et j'invite l'opposition, les comités divers à y participer, en plus de représentants des conseils de quartier et des différents conseils consultatifs fonctionnant sur la commune : étrangers, jeunes, sages... On met à disposition tous les moyens de communication possibles : internet, journal municipal...

Je terminerais par une question qui me préoccupe : quel rapport peut-il y avoir entre autogestion et sécurité ? Cette question est majeure pour une ville comme la notre. Pour jalonner la réflexion je conseille la lecture de "La loi du ghetto"⁶ de Luc Bronner, journaliste au Monde, travail d'enquête très approfondi qui ne cache rien de la réalité de certains quartiers.

Mon idée est de mettre en place une véritable sécurité citoyenne ; dans un premier temps j'ai réuni un conseil municipal exceptionnel entièrement consacré à cette question, nous y avons pris quarante-trois décisions que je n'ai pas le temps de développer ici (cf. site de la ville <http://www.aubervilliers.fr/>)

VI. DE L'AUTOGESTION À LA PARTICIPATION CITOYENNE. BÉNÉDICTE GOUSSAULT

Mon propos va être moins optimiste que celui de Jacques Salvator car je suis loin d'être certaine que ce qui se passe actuellement en matière de démocratie participative soit de la même veine que ce qui se projetait dans l'autogestion.

N'ayant pas trouvé d'équivalent au PSU depuis 30 ans en termes de parti politique, j'ai voulu faire de la "politique autrement", c'est-à-dire dans des associations et des mouvements citoyens qui militent pour la participation des citoyens à la vie et aux décisions politiques... Ce qui est une vraie gageure dans un pays où toute la vie politique est organisée pour et avec les partis politiques, mais me semble en cohérence et en continuité avec l'autogestion portée par le PSU dans les années 1960. Je vais évoquer deux expériences.

⁵ Observatoire des engagements, <http://ode.aubervilliers.fr/>

⁶ Luc Bronner, La Loi du ghetto, 2010, Calmann Lévy

1. la démocratie locale

J'ai suscité, en 1995, une association de citoyens dans ma ville : "Vanves en mouvement" dont l'objectif était la participation des citoyens à la vie politique locale. Et nous nous sommes rapidement trouvés en réseau avec d'autres associations citoyennes dans les hauts de Seine et en France : une rencontre de ce réseau, à Strasbourg, en 2000, a réuni une trentaine "d'associations citoyennes" sur tout le territoire... Certaines auront des résultats non négligeables aux élections de 2001 : 16% pour les citoyens de Chatenay-Malabry, plus de 10% pour les citoyens de Clamart et pour ceux de Strasbourg... Ceci ne se reproduira pas aux élections suivantes, ce qui pose la question : pourquoi y a-t-il désintérêt pour ces mouvements citoyens dans la vie politique aujourd'hui ?

En 1995, je suis élue municipale, au nom de la société civile, nommée première adjointe d'un maire socialiste, et chargée de la démocratie locale... Dans le même temps, comme sociologue, je monte un observatoire de la démocratie locale pour la ville de Créteil.

Les modèles à l'époque étaient : Porto Alegre et ses budgets participatifs, Romans-sur-Isère et son agenda 21, Lanester, où associations et mouvements citoyens avaient pris la mairie et tentaient de mener une réelle politique de participation citoyenne.

Les outils de la participation citoyenne et de l'expertise des usagers, prenaient différentes formes (elles n'ont pas beaucoup changé depuis) :

- des forums citoyens, et des commissions extra-municipales : dès notre arrivée au pouvoir nous avons réuni de grandes assemblées sur des thématiques municipales comme l'école, le social, l'urbain, la sécurité, les jeunes, la culture... pour faire des bilans de l'existant et organiser des groupes de travail, ou commissions extra-municipales. Ceux-ci ont, par la suite, proposé des actions mises en œuvre par les services municipaux.
- des conseils de quartier : ils réunissaient en présence d'un élu les volontaires à la participation à la vie locale dans chaque quartier de la ville.
- le conseil des jeunes : assemblée de jeunes de 13 à 18 ans, qui s'initiaient à la citoyenneté ;
- le référendum populaire utilisé dans certaines communes permettait de proposer des choix aux citoyens, y compris ceux qui n'ont pas le droit de vote.

La loi Vaillant sur la démocratie de proximité a voulu, en 2002, obliger les communes de plus de 80 000 habitants à l'instauration de conseils de quartiers, ce qui a achevé de casser toutes initiatives en ce domaine.

Dix ans après, et forte des enseignements de l'observatoire de la démocratie locale, je mesure les limites de ces processus, notamment au regard des pratiques autogestionnaires : il ne s'agit aucunement de luttes ou de mobilisations comme pouvaient l'être le conflit de LIP, les mouvements sociaux des années 1970 et les GAM (groupements d'action municipale), mais de droits octroyés (le moins possible) parcimonieusement par le pouvoir politique, même quand il est de bonne volonté.

Il s'agit d'une démocratie descendante et non ascendante, et ces outils de participation donnent très peu de pouvoir réel aux citoyens : il faut plutôt parler d'information que de la participation aux décisions. Qui plus est, les participants à ces différentes instances (une population très homogène en âges, en catégories sociales et en proximité idéologique avec le pouvoir municipal) sont plus des écrans que des passeurs vis-à-vis des autres citoyens.

Donc difficulté des citoyens à peser sur les décisions, à établir des rapports de force différents vis-à-vis des dominants, à acquérir la capacité d'agir et d'intervenir et à construire une parole collective... Tout ceci nécessite en effet une véritable éducation populaire.

Au delà de ces expériences, il y a bien sûr aujourd'hui des luttes et des mouvements de résistances d'usagers (les comités de ligne SNCF ou RATP par exemple.) et surtout de salariés par rapport au travail, à l'entreprise et à sa gestion ; mais il me semble que la plupart de ces luttes ne débouchent pas sur des pratiques autogestionnaires, ce sont en effet le plus souvent des luttes pour acquérir de meilleures conditions de travail ou de salaires ou contre des licenciements... mais sans volonté de prise de pouvoir.

2. un mouvement citoyen

En 2004, un mouvement citoyen se constitue, dénommé : "Alternative Citoyenne" en Ile-de-France, et "Convergence Citoyenne pour une alternative de gauche" nationalement. Un des slogans est "de la rue aux urnes" ce qui signifie encore la volonté de promouvoir une participation citoyenne face à la désaffection envers la démocratie représentative, et de porter la parole des syndicats, associations, et mouvements de citoyens dans le champ politique.

Ce qui est encore une fois significatif, c'est la difficulté de ce mouvement à exister par rapport au politique et aux partis : en 2010 la FASE (Fédération pour une alternative sociale et écologique) qui porte le mouvement citoyen, disparaît dans les tractations entre le Parti de gauche et le PC.

Entre temps, ce mouvement citoyen a participé à la campagne du Non aux européennes dans des collectifs unitaires, campagne qui fut exemplaire du point de vue de la démocratie, avec la construction via internet d'un vrai mouvement de participation citoyenne, de réflexion, et d'échanges... et la victoire du non de gauche contre les dominations médiatiques et politique ! Bien sûr, ceci n'a pu se faire que parce qu'il n'y avait ni liste, ni nom, ni postes d'élus à la clé !

Pour conclure quelques questions :

- de la difficulté à entrer dans des stratégies politiques et à porter une stratégie et une parole communes ;
- de la difficulté, finalement, de cette idée de participation (je n'ose même pas parler d'autogestion) dans ses rapports au politique de façon générale ;
- de la difficulté d'exister politiquement face aux partis politiques, avec néanmoins une petite différence entre le niveau municipal et les niveaux national ou régional ;
- de l'affaiblissement de la démocratie participative depuis, serait-ce un effet de conjoncture ?

Je suis frappée de la différence de qualité des réflexions et d'analyses produites dans ce mouvement citoyen, en dehors des campagnes électorales, et au moment de celles-ci... Lorsque la réflexion politique devient tactique et stratégique et tente des alliances pour des places et du pouvoir, elle se perd ! À ce moment-là, elle sort de ses clous et de sa vocation... mais comment exister et faire exister une idéologie hors des élections et de ce champ du politique ?

Je crains que nous soyons passés en matière de démocratie participative du projet à la méthode. Et il me semble que les perspectives seraient, aujourd'hui, de bâtir la participation avec des associations, à partir de projets, et en lien avec l'éducation populaire.

VII. ÉMANCIPONS-NOUS... PATRICK VIVERET

"Nous ne sommes pas contre les vieux mais contre ce qui les fait vieillir !" Je reprends à mon compte cette expression issue de mai 68. Si l'autogestion est une façon d'éviter d'être des vieux "cons", alors vive l'autogestion !

Même si le terme a disparu en grande partie dans la circulation des idées, les principales questions, les projets, les expérimentations qu'il suscitait demeurent d'une grande actualité, y compris au niveau planétaire. Les forums sociaux, par exemple, sont ô combien d'inspiration autogestionnaire, avec les mêmes concepts-clés tels que participation, société civile, économie sociale et solidaire, etc. Tout cela est d'une grande vitalité, y compris dans les nouvelles technologies où les logiciels libres sont seuls capables de contrer le monopole de Microsoft.

Pour moi la question fondamentale de l'autogestion est celle de l'émancipation. S'émanciper de... pour construire des projets alternatifs, s'émanciper des forces de dominance économique, bureaucratique, patriarcale, et bien sûr de tout totalitarisme. N'oublions pas que le socialisme autogestionnaire se voulait alternatif au communisme totalitaire.

Il n'y a pas une forme unique de dominance ; c'est l'une des limites du communisme qui s'est polarisé sur le seul verrou de l'exploitation dans le travail, avec l'idée que si l'on faisait sauter ce verrou, les autres, tels que l'État, la bureaucratie, l'aliénation culturelle..., sauteraient d'eux-mêmes. Le pouvoir communiste s'est vite rendu compte qu'il n'en était pas ainsi, mais ce n'est pas pour autant qu'il a corrigé le tir, bien au contraire. Ainsi l'histoire nous enseigne que l'émancipation n'est pas unidimensionnelle, mais plurielle et beaucoup plus complexe à aborder que ne l'a fait le communisme. Si donc il n'y a pas de forme unique de dominance, il devient alors nécessaire d'articuler toutes les luttes pour parvenir à l'émancipation.

Comment s'émancipe-t-on ? C'est la question de base de tout le mouvement de l'éducation populaire. De quelle façon grandit-on en humanité ? Cette question est au cœur de l'anthropologie. Et une fois l'humain mis au centre, on est encore très loin de la solution, - y en a-t-il une seulement ? - mais seulement au début du problème. Rien n'est plus difficile avec cette espèce bizarre spécialiste de la maltraitance à son égard et pour les autres espèces ; comment expliquer la Saint-Barthélémy, le Rwanda, en passant par Auschwitz, Hiroshima... L'histoire de l'humanité est pleine de cette haute capacité à la maltraitance. Quand on dit remettre l'humain au centre de l'auto-gouvernance, on est bien obligé de faire avec la difficulté de la condition humaine que je viens d'évoquer et d'admettre que cette difficulté n'est pas qu'externe ; si en effet on se contente de proclamer que les formes de dominance seraient exclusivement à l'extérieur, on va droit vers l'idéalisme, excellent moyen pour aboutir à pas grand-chose.

Pour aborder cette difficulté de façon différente, de façon anthropologique, je m'inspire ici du sociologue italien Francesco Alberoni, grand spécialiste de l'analyse des mouvements⁷. Il propose une grille de lecture des mouvements sociaux en les rapprochant du mouvement amoureux avec pour l'un et l'autre 3 grandes phases :

1. la phase de "l'énamouration" (s'éprendre de quelqu'un ou de quelque chose). C'est la splendeur inaugurale du commencement. Ce sont des moments magiques comme il y en a tant eu en mai 68, où chacun croit que son propre désir est aussi celui de l'autre, il n'y a aucune difficulté à se reconnaître et tout cela procure une super énergie, on est prêt à tout.
2. la découverte de l'altérité, et ça c'est une toute autre histoire, on se rend compte que le désir de l'autre n'est pas tout à fait le mien, voire complètement différent. Il faut donc faire

⁷ Quelques titres de Francesco Alberoni :
 "Mouvements et institutions", 1979, non traduit
 "Le choc amoureux", 1979, éd. Ramsay
 "Vie publique, vie privée, 1987, éd. Ramsay

avec, le tolérer sinon rompre. L'altérité est une découverte très difficile à vivre, on se sait plus trop comment faire. Cette découverte, trouve dans les mouvements sociaux et si on y reste scotché, on risque, selon Cornélius Castoriadis, d'aller à une dégradation de l'énergie instituant, le projet de transformation en prend alors un sacré coup. On peut alors chercher à revenir à la phase 1 pour essayer de retrouver la splendeur inaugurale du commencement, ainsi certains font le tour du monde des lieux ou groupes alternatifs, devenant de véritables don Juan de l'innovation. Là n'est sans doute pas vraiment la solution.

3. la grande affaire c'est en fait d'arriver à passer de la splendeur inaugurale à l'amour, c'est-à-dire comment l'altérité, composante de la relation indispensable à reconnaître, peut être vécue, non seulement sur le mode de l'acceptation, mais aussi sur le mode de la dégustation : je me nourris à la différence d'autrui.

Avec cette dernière phase, certes peu facile à atteindre, on entre, enfin, dans la pratique de la qualité démocratique. Cette qualité, ce n'est pas simplement, loin s'en faut, une question de nombres, de pourcentages, de participation, ce devrait être surtout la façon dont se construit le rapport à l'altérité, c'est-à-dire la qualité relationnelle dans une collectivité petite ou grande. Si je considère qu'autrui n'est pas un rival menaçant, mais au contraire, un compagnon de route, je peux reprendre le pouvoir sur ma propre vie sans chercher à vouloir toutes les vies à la fois.

Si on atteint cette qualité on n'est plus dans l'aspiration autogestionnaire, mais dans la pratique d'une autogestion. Les mouvements qui durent, comme par exemple le Larzac, Porte Alegre, ont su, je crois, trouver cette qualité, qui n'élimine pas les conflits, le conflit en soi est politique, mais la violence. Cette qualité me paraît d'autant plus nécessaire quand se pose la question de l'auto-gouvernance de l'humanité. On n'en est plus, du moins espérons-le, à construire des empires sur de l'adversité, on peut et on doit passer au niveau planétaire, c'est la condition première pour continuer à grandir en humanité en développant la qualité démocratique.

Rédaction : Pierre Thomé, octobre 2010